



ACTIVITIES ET DECLARATIONS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

**Du Conseil de New York en juillet 2017
au Conseil de Barcelone en novembre 2017**



Conseil

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York

Renforcer le multilatéralisme pour la paix

11-12 juillet 2017



Latifa Perry

Les 11 et 12 juillet 2017, le Conseil de l'IS a tenu sa première réunion après le XXVe Congrès, retournant au siège des Nations Unies pour deux jours de discussions sur le renforcement du multilatéralisme, la réaffirmation des valeurs sociales-démocrates et la défense de la démocratie.

À l'occasion de ce Conseil, l'IS se réunissait pour la première fois aux Nations Unies depuis l'élection du nouveau Secrétaire général de l'ONU, António Guterres. Ancien président de l'IS, M. Guterres a participé en tant qu'invité spécial à la séance d'ouverture, à l'occasion de laquelle il a exposé sa vision des travaux de l'ONU avant de laisser place aux commentaires et questions des délégués sous la forme d'un dialogue interactif.

Introduisant António Guterres à l'ouverture de la réunion, le Secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a exprimé la satisfaction de tous ceux présents d'avoir l'occasion d'entendre directement les vues du Secrétaire général de l'ONU, en particulier en ce moment pour l'organisation de commencer une nouvelle période inter-congrès au cours de laquelle l'IS continuera à travailler pour trouver de solutions aux mêmes défis mondiaux auxquels sont confrontées les Nations Unies. Il a adressé ses félicitations à M. Guterres pour son nouveau rôle et ses plus chaleureux remerciements pour sa volonté à venir et engager une conversation avec les membres de la famille politique sociale-démocrate mondiale.

António Guterres s'est dit satisfait de pouvoir prendre part à cette réunion du Conseil de l'IS et de partager les préoccupations globales avec cette organisation politique. Il a perçu un manque de confiance dans le monde, entre les peuples, pays et institutions, lié aux difficultés associées à la mondialisation. Le programme 2030 de l'ONU s'inscrit dans la volonté de rendre la mondialisation plus équitable et de garantir que personne n'est laissé pour compte. Il a souligné l'importance du travail des organisations multilatérales, qui doivent être renforcées pour relever les défis tels que les changements climatiques, exacerbant de nombreuses autres difficultés auxquelles le monde fait face.

À la suite de ses remarques introductives, le Secrétaire général de l'ONU a répondu aux commentaires et questions des participants au Conseil. Les délégués représentant les partis du monde entier ont attiré l'attention sur des questions d'envergure telles que les droits des réfugiés et les migrations, l'égalité des genres, les changements climatiques et le règlement des conflits en cours. Le Secrétaire général a répondu aux préoccupations des délégués d'une perspective à la fois personnelle et institutionnelle, rappelant sa détermination à promouvoir la paix et les efforts de réconciliation, la parité des sexes et les mécanismes des droits de l'homme, tout au long de son mandat.

Le Président de l'IS George Papandreou a remercié António Guterres, et déclaré que son élection a insufflé un nouvel esprit aux Nations Unies, apportant de l'espoir en cette époque difficile pour le monde. Il a noté qu'en dépit du fait que le Secrétaire général de l'ONU ne peut être partisan, les sociaux-démocrates ont l'occasion et la responsabilité de faire entendre leur voix sur les questions qu'il a soulevées, et a appelé les sociaux-démocrates à réaliser ce qu'ils pouvaient par le dialogue, l'amitié et la compassion.

Avant l'ouverture des discussions sur les principaux thèmes à l'ordre du jour, le Conseil a été informé des derniers événements en Espagne, où le parti membre de l'IS, PSOE, a élu Pedro Sánchez comme leader, avec un mandat renforcé. M. Sánchez a été dûment désigné, par acclamation, pour occuper le poste revenant à son parti au Présidium de l'IS, puis il a pris la parole en tant que vice-président de l'IS nouvellement élu, formulant un discours liminaire dans lequel il a évoqué l'histoire partagée par le PSOE et l'IS, et a lancé un appel à proposer une vision alternative de la mondialisation, eu égard aux changements climatiques, inégalités et défis à la paix et à la démocratie.

Les discussions au sujet du premier thème, « *Renforcer le multilatéralisme pour la paix* » ont abordé la question des processus de paix et de résolution des conflits en vigueur dans de nombreuses régions du monde, à des degrés de réussite variables. Il a été porté à la connaissance du Conseil que, depuis le XXVe Congrès de l'IS en Colombie, de formidables étapes ont été franchies dans ce pays, avec la remise de toutes armes par les FARC, reçues par les Nations Unies. Des perspectives au sujet de très nombreux conflits non résolus dans diverses régions du monde ont été exposées par ceux qui œuvrent directement pour la paix, y compris sur la situation en Iraq, en Syrie et dans la région du Kurdistan, en Moldavie et en Transnistrie, dans la région des Grands Lacs, à Chypre, en Inde et au Pakistan, en Turquie, au Sahara occidental, en Azerbaïdjan et en Arménie, et en Israël-Palestine. Un élément commun à ces interventions est le besoin de faire de l'IS le chef de file des efforts multilatéraux pour asseoir les parties aux conflits à la table des négociations et promouvoir la paix.

Le deuxième thème principal de la réunion était « *Réaffirmer nos valeurs et politiques pour le changement dont nous avons besoin* ». Les orateurs s'exprimant sur cette question se sont tous accordés à reconnaître que les socialistes et les sociaux-démocrates doivent faire montre de plus de fermeté quant à la promotion des valeurs et politiques porteuses de changement positif pour les plus vulnérables de la planète, et opérer une distinction plus nette entre les propositions tournées vers l'avenir des partis sociaux-démocrates et les alternatives conservatrices et réactionnaires.

Sur la question de la démocratie, l'attention a été portée sur le besoin de relever les défis posés à la démocratie dans diverses parties du monde, sous le thème principal « *Défendre et protéger la démocratie là où elle est niée ou menacée* ». Les orateurs de nombreux pays souffrant d'un déficit démocratique ont fait part de leurs expériences et des enjeux auxquels ils sont confrontés.

Étant la première réunion de la période inter-congrès, le Conseil avait également la tâche d'établir les organes de travail de l'IS. Les membres des comités statutaires de l'IS étaient dûment élus, conformément au principe d'équilibre régional et en veillant à représenter l'ISF au comité Éthique et au comité des Finances et d'Administration. Les comités régionaux pour l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine et les Caraïbes, le CES, le Caucase et la mer Noire et la Méditerranée ont été rétablis et éliront leur présidence et vice-présidence à l'occasion de leur première réunion. Le Conseil a avalisé le rétablissement du Comité Moyen-Orient de l'IS alors que de nouvelles initiatives et un nouvel élan au processus de paix font gravement défaut. Le Conseil a également créé un comité pour les migrations et les réfugiés.

Le Conseil a par ailleurs donné son accord à la poursuite des travaux de la Commission de l'IS sur les inégalités dans l'économie mondiale pendant la prochaine période inter-congrès. Tout au long du Conseil, un certain nombre d'interventions ont rappelé qu'en dépit de la conclusion réussie de l'Accord de Paris, beaucoup reste à faire en matière de changements climatiques. Afin que l'IS accompagne ce processus et donne suite aux travaux de la Commission de l'IS pour une société mondiale durable, effectués quelques années auparavant, une Commission sur la question des changements climatiques et de l'énergie a été créée.

Dans la droite ligne de la décision du XXVe Congrès, le Conseil de l'IS continuera à s'impliquer dans la mise en œuvre du principe de parité des sexes au sein de l'organisation, renforcera le comité sur l'Égalité et définira sa composition et son mandat à l'occasion de la prochaine réunion du Conseil.

Le Conseil a agi en conformité avec le mandat spécifique délivré par le XXVe Congrès en vue de combler les postes vacants du Présidium de l'IS, dans le respect des normes statutaires en matière de genre et d'équilibre régional. Ont été élus pour occuper une vice-présidence de l'IS Janira Hopffer Almada (PAICV, Cap Vert), Shazia Marri (PPP, Pakistan) et Bokary Treta (RPM, Mali).

À sa clôture, le Conseil a adopté un certain nombre de résolutions et de déclarations au sujet des points débattus sous les différents thèmes inscrits à l'ordre du jour sous une perspective mondiale et au sujet de situations spécifiques préoccupantes pour les partis membres de l'IS.

Le Conseil a décidé que sa prochaine réunion se tiendra en Espagne sur invitation du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et de son leader Pedro Sánchez, à la fin novembre 2017.

**DECLARATION SUR LES ACTIONS À MENER POUR LUTTER CONTRE LES
CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Original : anglais

L'Internationale Socialiste a un engagement de longue date envers la lutte mondiale contre les changements climatiques, une question qui a été au cœur de l'agenda du Conseil et du Congrès de l'IS, et constituait l'axe essentiel des travaux de la Commission pour une société mondiale durable entre 2007 et 2011. Parallèlement, l'IS et ses partis membres ont fait partie de ceux qui ont travaillé sans relâche au succès des négociations sous les auspices de la Convention-cadre des Nations Unies pour les changements climatiques (CCNUCC). La finalisation et l'approbation de l'Accord de Paris en décembre 2015 a été accueillie avec enthousiasme par l'IS, comme un signe du consensus régnant entre tous les pays du monde au sujet de la menace sérieuse et immédiate que représentent les changements climatiques, et de la reconnaissance qu'une action concertée de l'ensemble des pays s'impose pour lutter contre leurs causes.

Au vu de la récente notification de l'actuel gouvernement des Etats-Unis de son intention de se retirer de l'Accord de Paris, le conseil de l'IS réitère sans équivoque son intention non seulement d'honorer ses engagements pris à la COP21, mais également d'aller au-delà de ce qui a été convenu, afin de s'assurer que l'augmentation de la température mondiale puisse être limitée à 1,5°C. Le Conseil regrette que l'administration actuellement à la tête des Etats-Unis ait jugé opportun de se soustraire à ses obligations, proportionnelles à son statut de premier contributeur historique aux changements climatiques.

Le Conseil adresse par ailleurs son soutien plein et entier à ceux qui continuent d'agir pour respecter les engagements souscrits par les Etats-Unis au titre de l'Accord de Paris, à l'échelon des états, des villes et des entreprises individuels qui ont clairement exprimé leur désaccord envers la voie prise par le gouvernement fédéral sur cette question des plus cruciales.

Conformément à ses engagements fondamentaux en la matière, le conseil établit une commission sur la question des changements climatiques et de l'énergie, dont les activités débiteront pendant la période inter-Congrès en cours. Ce groupe œuvrera à la promotion de la vision durable de l'IS pour lutter contre les changements climatiques, tout en veillant à ce que le droit au développement soit protégé. Sur la question de l'énergie, le conseil réitère son engagement en faveur d'un avenir sans carbone et confie à la commission le mandat d'examiner comment y parvenir au mieux, à la fois dans les économies développées et en développement.

DECLARATION SUR LE CAMEROUN

Original : anglais

Les membres de l'Internationale Socialiste, se réunissant à l'occasion du Conseil au siège des Nations Unies à New York City les 11 et 12 juillet 2017, suivent avec une vive inquiétude la crise politique, économique et sociale qui a virtuellement paralysé les deux régions anglophones du Cameroun, où les avocats ont cessé de se rendre au tribunal et les écoles sont restées fermées pendant près d'un an.

La crise est le résultat de décennies de négligence envers, et de marginalisation systématique de la population minoritaire anglophone par le gouvernement du Président Biya. L'IS ne peut rester indifférente à la situation qui prévaut au Cameroun qui, si elle demeure irrésolue, viendrait à menacer la paix et la stabilité de la sous-région d'Afrique centrale.

En conséquence, l'IS exhorte le Président Biya à suivre les recommandations formulées par notre parti membre, le Front social-démocratique, ainsi que par l'envoyé spécial de l'ONU pour l'Afrique centrale, lors de sa visite au Cameroun en début d'année, appelant à la libération de tous les détenus en lien avec cette crise et à reprendre le dialogue avec les leaders de la population anglophone, une première étape cruciale pour entamer le processus de guérison d'une nation de plus en plus divisée.

DECLARATION SUR CHYPRE

Original : anglais

Lors du XXVe Congrès et de ses récentes réunions du Conseil, l'IS a enjoint les leaders chypriotes grecs et chypriotes turcs à poursuivre les pourparlers de paix en vue de dégager dès que possible une solution fédérale bi-zonale et bi-communautaire pour Chypre, et a suivi de près les récentes négociations de réunification, clôturées sans conclusion d'accord le 7 juillet dernier.

Tel que convenu par les deux parties de l'île, le status quo actuel n'est pas acceptable à Chypre. En dépit de la clôture infructueuse de la conférence sur Chypre à Crans Montana la semaine dernière, une étape importante a été franchie puisque toutes les parties prenantes étaient présentes et ont exposé leurs points de vue. De ce fait, aucune des parties ne devrait abandonner les efforts déployés pour changer ce status quo. Les points de convergence atteints jusqu'à ce jour ne devraient pas être perdus. Les deux communautés de Chypre méritent de vivre dans un pays en paix, intégré à la communauté internationale. Les Nations Unies et la communauté internationale devraient encourager toutes les parties associées à poursuivre dans cette voie. Jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée, des mesures de rétablissement de la confiance devraient être appuyées en faveur d'une coexistence, d'un rapprochement et d'une consolidation de la paix mutuels dans toute l'île.

DECLARATION SUR LE GUATEMALA

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste exprime son appui aux processus de renforcement de la justice et de lutte contre la corruption et l'impunité au Guatemala. Les efforts des Nations Unies sont particulièrement valorisés, par le biais de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), qui contribue directement à la consolidation de la démocratie au Guatemala.

DECLARATION SUR LE MALI

Les participants ont réaffirmé leur soutien et leur attachement à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali. Ils ont salué les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issue du processus d'Alger, sous l'autorité de Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Président de la République du Mali. Ils appellent l'ensemble des parties signataires maliennes à poursuivre les efforts, en vue du rétablissement de l'autorité de l'Etat du Mali sur l'ensemble de son territoire.

Les participants se sont félicités de l'adoption de la résolution 2359 (2017) du 21 juin 2017 relative à la Force conjointe du G5 Sahel pour lutter contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et les trafics d'êtres humains. Ils ont appelé la communauté internationale à apporter l'appui urgent et concret nécessaire à cet égard, ils ont insisté sur la nécessité de convoquer sans délai la Conférence de planification des contributions des partenaires bilatéraux et multilatéraux de la région, prévue par la résolution 2359 (2017), afin d'assurer la coordination des efforts d'assistance des donateurs à la FC-G5S.

RESOLUTION SUR PUERTO RICO

Original : espagnol

Le Conseil de l'IS salue la décision du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies datée du 19 juin 2017, dans laquelle le Comité spécial, une fois de plus et de manière unanime :

- a réaffirmé le droit inaliénable du peuple de Puerto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance ;
- a reconnu que la majorité du peuple de Puerto Rico est opposé à la poursuite du régime actuel de subordination politique aux États-Unis ;
- a condamné la décision du gouvernement des États-Unis d'imposer une Junte de supervision fiscale désignée par le Président des États-Unis et exerçant une autorité absolue sur les fonctionnaires élus du gouvernement de Puerto Rico ;
- a reconnu que la Cour suprême des États-Unis s'est formellement prononcée en 2016, désignant le Congrès des États-Unis comme l'autorité ultime sous laquelle est placée Puerto Rico, et que toute concession partielle du gouvernement propre peut être révoquée unilatéralement par ledit Congrès ;
- a pris note que la dernière consultation en date sur le statut politique du 11 juillet 2017 ne s'est pas faite en faveur de la promotion de la décolonisation conformément à la Résolution 1514(15) de l'Assemblée générale, et n'a compté que sur une participation électorale de 23 % ;
- a exhorté le gouvernement des États-Unis à assumer ses responsabilités envers l'accélération d'un processus qui permette au peuple de Puerto Rico d'exercer pleinement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément au droit international.

Le Conseil de l'IS enjoint également le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, à user de ses bons offices pour qu'il soit donné suite à la demande réitérée dans la décision du Comité spécial du 19 juin 2017 que l'Assemblée générale « examine, largement et sous tous ses aspects, la question de Puerto Rico et se prononce à ce sujet dès que possible ».

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste Nations
Unies, New York, 11-12 juillet 2017

RESOLUTION SUR LA QUESTION DES RÉFUGIÉS

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réunit au siège des Nations Unies à New York les 11 et 12 juillet 2017, exprime son soutien et sa solidarité envers les réfugiés du monde entier.

Considérant les milliers de vies perdues, en particulier celles d'enfants et de femmes qui, par le refuge, cherchent une alternative aux conflits et aux guerres lors de leurs périples, tant sur terre qu'en mer ;

Considérant la situation que vivent d'innombrables citoyens dans les camps de réfugiés dans le monde entier, en proie à la misère et à la faim.

Exprime par l'entremise de son Conseil mondial, la conviction que tous les réfugiés sont des « citoyens du monde » et qu'à ce titre, constituent une priorité.

Réaffirme son engagement en faveur des soins, de la protection et de l'accompagnement dans cette situation inhumaine qui ravage le monde.

DECLARATION SUR LA SYRIE

Original : anglais

La crise syrienne a pris diverses dimensions qui représentent une menace à la paix dans le monde, et par conséquent exige une solution juste et urgente, et la poursuite des efforts de la communauté internationale pour éradiquer le terrorisme.

Les efforts doivent être maintenus afin que toutes les forces démocratiques syriennes soient intégrées aux efforts de paix, tant à Genève qu'à Astana.

Les pays de la région, ainsi que les acteurs internationaux, doivent coopérer dans le but d'un règlement pacifique du conflit qui jettera les bases d'une Syrie ouverte, inclusive et pacifique, qui garantit la sécurité pour tous et le respect de la diversité d'identité de chaque citoyen. Ensuite seulement, le retour des réfugiés pourra se réaliser et la reconstruction de la Syrie s'accomplir.

DECLARATION SUR LA TURQUIE

Original : anglais

Le Conseil de l'IS est solidaire envers les milliers de personnes qui ont marché aux côtés du leader du CHP, Kemal Kılıçdaroğlu, lors de sa Marche pour la justice ralliant Ankara à Istanbul, ainsi que les millions d'autres qui ont rejoint le rassemblement à son arrivée à Maltepe. Leurs appels pacifiques aux droits, à la loi et à la justice doivent être entendus.

Le Conseil soutient de tout cœur les demandes du peuple turc pour la justice et la démocratie. Depuis la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016, que nous condamnons, les libertés et les droits des citoyens turcs ont été restreints et bon nombre d'entre eux se retrouvent victimes innocentes d'une répression aveugle qui a mené des milliers de personnes à perdre leur emploi ou à être arrêtées.

Les préceptes fondamentaux du système démocratique ont été pris pour cible, tels que la liberté d'expression, ce que corrobore l'emprisonnement continu de plus de 150 journalistes. La fermeture forcée de plusieurs médias constitue de même une attaque contre un pilier de la démocratie, à savoir la liberté de la presse. L'emprisonnement de parlementaires de l'opposition par le gouvernement de Turquie est une pratique totalement étrangère à toute démocratie, tout comme les procédures judiciaires actuellement menées contre des dizaines de députés. Nous condamnons toutes ces attaques à l'encontre du système démocratique, en particulier la condamnation du député Enis Berberoğlu, du parti membre de l'IS, CHP, à 25 ans de prison.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste réitère son soutien et sa solidarité envers l'opposition démocratique en Turquie, eu égard aux actions visant à supprimer les libertés et les droits fondamentaux menées par le gouvernement turc. Nous avons pleinement confiance que tous ces citoyens turcs, qui résistent pour sauvegarder la démocratie et leur avenir, l'emporteront.

Le Conseil approuve pleinement l'appel de Maltepe pour la justice, lancé au nom de millions d'individus le 9 juillet dernier, et demande instamment la réalisation des dix demandes qui y sont adressées.

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Nations unies, New York, 11-12 juillet 2017

DECLARATION SUR LE VENEZUELA

Original : espagnol

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, convoqué au siège des Nations Unies à New York les 11 et 12 juillet 2017, fut l'occasion d'exprimer une fois de plus les préoccupations de l'organisation quant à l'aggravation de la crise humanitaire et l'affaiblissement de la démocratie au Venezuela.

L'Internationale Socialiste, à l'occasion de ses diverses réunions, a reçu des informations et des plaintes dûment corroborées par ses partis membres au Venezuela. L'organisation a engagé sa solidarité et ses bons offices en faveur de la recherche de solutions justes, pacifiques et conformes à l'ordre constitutionnel vénézuélien.

L'Internationale Socialiste réaffirme le besoin de promouvoir, au Venezuela, des changements politiques qui veillent sur les libertés, l'impartialité de la justice et l'autonomie et la séparation des pouvoirs publics, nécessaires au fonctionnement normal de la démocratie. Elle insiste sur le besoin d'ouvrir un couloir humanitaire, de libérer les prisonniers politiques, de reconnaître pleinement l'Assemblée générale et le chronogramme électoral. En outre, elle juge nécessaire que le gouvernement retire la proposition d'une constituante puisqu'elle s'éloigne des principes constitutionnels et démocratiques.

Le Conseil de l'Internationale Socialiste, réaffirme son engagement à continuer d'appuyer toutes les forces démocratiques au Venezuela.



Venezuela

Le gouvernement au Venezuela précipite la rupture avec la démocratie et accroît la répression et la violence

31 juillet 2017

L'Internationale Socialiste a suivi avec une vive inquiétude les derniers événements au Venezuela, où le gouvernement de Nicolás Maduro, par un processus contraire à la Constitution en vigueur dans le pays, a convoqué hier une élection visant à élire les membres d'une Assemblée constituante, un scrutin non conforme aux garanties et exigences minimales requises pour garantir sa justesse et des résultats crédibles. Ce scrutin a par ailleurs été marqué par la répression et la violence qui ont coûté la vie à plus d'une dizaine de Vénézuéliens hier, qui viennent s'ajouter aux cent vingt victimes ayant perdu la vie sous le coup de la répression lors des manifestations de ces derniers mois.

Face à l'absence de légitimité de la voie empruntée par le gouvernement du Venezuela, l'Internationale Socialiste, tout en condamnant cette grave rupture de l'ordre démocratique, réitère aujourd'hui sa profonde solidarité envers tous les citoyens qui souffrent des conséquences de la grave crise politique, économique, sociale et humanitaire que connaît le pays depuis déjà un certain temps et qui ne fera que s'enliser et empirer tant que cette nation s'éloignera de la bonne gouvernance et du respect et de la reconnaissance des institutions de la démocratie.

Dans les circonstances actuelles, le Venezuela se trouve à un moment charnière de son histoire et personne ne pourra nier l'immense responsabilité du Président Nicolás Maduro et des membres de l'actuel gouvernement. Aujourd'hui, aux dernières limites d'un point de non-retour, le pays doit de toute urgence retrouver sa capacité à reconnaître la diversité qui va de pair avec la vie politique en démocratie, sous peine de continuer à s'enfoncer dans l'autoritarisme et la répression dont nous avons été témoins ces derniers jours.

Le Venezuela, qui a toujours été un allié dans l'histoire des luttes pour la démocratie et pour la liberté en Amérique latine contre les dictatures du passé, ne mérite pas un tel destin.

Le gouvernement du Venezuela doit respecter la vie, la liberté et les droits de tous ses citoyens et doit immédiatement remettre en liberté l'ensemble des prisonniers politiques ; ce gouvernement doit écouter ceux qui ont une opinion qui contribue à la coexistence démocratique, à commencer par ceux qui ont été dûment élus pour ce faire, les membres de l'Assemblée nationale, élus en décembre 2015 et dont le mandat s'achève en 2021 ; le gouvernement doit respecter et reconnaître le mandat confié par le peuple à l'Assemblée nationale ainsi que toutes ses facultés telles que le prévoit l'ordre international.

En cette heure critique pour le Venezuela, l'Internationale Socialiste est aux côtés de son peuple et lance un appel à la communauté internationale à agir de manière déterminée pour préserver sa liberté et tous ses droits face à la difficile croisée des chemins qui s'offre à lui aujourd'hui.

L'Internationale Socialiste restera en contact avec ses partis membres au Venezuela ainsi qu'avec la Table pour l'unité démocratique (MUD) afin de continuer à soutenir leurs efforts en faveur de la démocratie et de la paix.



Venezuela

Il est temps que la Charte démocratique soit appliquée au Venezuela

18 août 2017

L'Internationale Socialiste condamne énergiquement la décision du régime vénézuélien d'usurper les pouvoirs de l'Assemblée nationale, l'organe où siège le pouvoir législatif de ce pays.

Cette décision anticonstitutionnelle et illégitime non seulement ignore la volonté du peuple vénézuélien exprimée dans les urnes lors des élections de fin 2015, à l'occasion desquelles ses membres furent élus, mais place sans aucune équivoque et de manière irréfutable le peuple vénézuélien sous un régime autoritaire et dictatorial.

Dans ces circonstances, et au risque de devoir faire face à une situation interne insoutenable de violations continues des droits de l'homme et des libertés fondamentales du peuple vénézuélien, la communauté internationale doit agir de manière résolue et de toute urgence, par la raison et non par la force, pour empêcher que ne soit perpétré le délit par les autorités vénézuéliennes qui cherchent à retirer à son peuple ses droits et libertés, et se mobiliser pour appliquer le droit à protéger au cas du peuple vénézuélien.

Dans ce contexte, nous lançons également un appel à l'Organisation des États américains, OEA, à agir immédiatement en faveur de l'application de la Charte démocratique au Venezuela.

La défense de la démocratie en Amérique latine et aux Caraïbes, tout comme dans d'autres régions et sur d'autres continents, doit être une priorité partagée en politique et par tous ses acteurs.



Angola

L'IS en Angola pour observer les élections

23 août 2017



Le candidat du MPLA à la présidence de la République, João Lourenço, reçoit des observateurs internationaux de pays amis



Président João Lourenço avec le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala



Myanmar

L'IS appelle à protéger le peuple Rohingya au Myanmar

8 septembre 2017

L'Internationale Socialiste a suivi avec une préoccupation croissante la grave détérioration de la situation dans l'état de Rakhine au Myanmar. Un regain de violences a provoqué de nombreuses morts et le déplacement de plusieurs milliers de membres de la minorité Rohingya dans ce pays, aggravant la crise humanitaire. Les réfugiés Rohingya qui ont réussi à fuir vers le Bangladesh ont relaté les massacres dans leurs villages et la mise à feu de centaines de maisons par les militaires birmanes, dans le but de contraindre la population civile Rohingya à quitter cette zone, en ayant recours à la force.

Le gouvernement et les autorités du Myanmar ont la responsabilité morale et juridique de garantir la sécurité et la sûreté de tous ceux vivant dans le pays, indépendamment de leur origine ethnique et de leur religion, et l'IS exhorte le gouvernement à coopérer dès à présent avec les Nations Unies pour permettre à l'aide d'arriver jusqu'à ceux qui en ont le plus besoin. La réticence des autorités birmanes à autoriser l'accès aux observateurs indépendants aux zones affectées de l'état de Rakhine jette le doute sur leur déni de toute responsabilité dans les actes de violence et de destruction. L'IS appelle en particulier la conseillère d'État Aung San Suu Kyi à faire preuve de leadership moral et à exercer son influence et son autorité afin de mettre un terme à la souffrance des Rohingya.

Alors que la crise s'accroît, la communauté internationale doit également assumer sa responsabilité envers la minorité Rohingya au Myanmar, en renforçant la pression exercée sur le gouvernement birman pour que les mesures nécessaires soient prises pour mettre un terme aux violences et accorder au peuple Rohingya la jouissance de ses droits fondamentaux. Ceux qui ont été forcés de fuir vers les pays voisins, y compris les 120 000 personnes qui ont franchi la frontière du Bangladesh au cours des deux dernières semaines, doivent être assurés de recevoir une aide humanitaire et un soutien jusqu'à ce qu'ils puissent rentrer chez eux.

L'IS s'est prononcée, sans relâches, en faveur de la défense des droits du peuple Rohingya au Myanmar, un sujet qui a été abordé à la fois par le Comité pour les migrations et par le XXVe Congrès de l'IS, qui s'est tenu à Carthagène au début de cette année. Elle a pu entendre directement des représentants des Rohingya le récit de leur calvaire actuel et historique. L'IS réitère aujourd'hui son appel, lancé au XXVe Congrès, au leadership et au gouvernement du Myanmar à enrayer immédiatement les persécutions et les violations des droits de l'homme à l'encontre des Rohingya et à ouvrir un véritable dialogue pour veiller au respect des droits de leur minorité et répondre à leur besoin d'être reconnus et respectés en tant que citoyens à part entière.

Présidium

Réunion du Présidium de l'IS et Chefs d'État et de Gouvernement, Nations Unies, New York

21 septembre 2017



Le Présidium de l'Internationale Socialiste s'est réuni au siège des Nations Unies à New York le 21 septembre 2017 à l'occasion de sa réunion annuelle au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les principaux points à l'ordre du jour de cette réunion étaient la recherche et le maintien de la paix et de la sécurité internationales ainsi que la promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, questions qui sont au cœur du travail de l'IS et de ses membres. À l'instar des années précédentes, les membres du Présidium ont été rejoints par un certain nombre de chefs d'État et de gouvernement des partis membres de l'IS, des hauts représentants des partis membres de l'IS au gouvernement et des invités. L'essence des discussions et les perspectives entendues sur les questions à l'ordre du jour ont été reprises dans la **déclaration** publiée à la suite de la réunion.

La réunion s'est ouverte sur une expression de sympathie et de solidarité envers les victimes du séisme majeur qui a frappé la ville de Mexico deux jours avant la réunion, et ceux qui ont été et sont toujours sur la route de puissants ouragans qui ont semé la destruction dans les Caraïbes. En présentant l'ordre du jour de la réunion, le président de l'IS George Papandreou a souligné l'importance des Nations Unies pour les sociaux-démocrates qui veulent et ont besoin d'un monde basé sur les valeurs de la coopération. Le secrétaire général de l'IS, Luis Ayala, a introduit les discussions, ajoutant qu'en tant que la plus grande famille politique au monde, avec près de 50 partis membres au gouvernement, l'IS a une capacité unique d'influence sur le débat mondial à l'égard de ces questions.

Sur le thème de la paix internationale, le Présidium a examiné avec attention la menace à la stabilité régionale et mondiale que représente la Corée du Nord. Rejoignant la réunion pour ces discussions, Kevin Rudd, ancien premier ministre australien et président de l'*Asia Society Policy Institute*, a présenté son point de vue en tant qu'expert sur les futurs scénarios envisageables et les moyens permettant d'atteindre une solution diplomatique. M. Rudd a défini le cadre d'une initiative diplomatique en vue d'apaiser les tensions dans la péninsule coréenne et de mettre fin au programme nucléaire de la Corée du Nord. La première étape serait que l'Accord d'armistice coréen puisse devenir un traité de paix et une reconnaissance officielle du Nord par les Etats-Unis. Ceci s'accompagnerait de garanties de sécurité extérieures apportées à l'État et au régime de Corée du Nord par la Chine, les Etats-Unis et la Russie, suivies par un retrait progressif de l'armée américaine en Corée du Sud basé sur l'élimination vérifiable de l'arsenal nucléaire.

Les membres du Présidium ont eu l'occasion d'exprimer leurs propres opinions sur la situation lors de débats approfondis, ainsi que leur solidarité envers les autres peuples et pays de la région directement affectés. La rhétorique controversée et défiante de la Corée du Nord et de l'administration américaine a provoqué de vives inquiétudes, tout comme le potentiel développement par la Corée du Sud et le Japon de leur propre dissuasion nucléaire en réponse aux menaces de la RPDC. Le sentiment général était qu'il faut faire preuve de créativité et d'optimisme, être ambitieux pour la paix et encourager le rôle que pourrait jouer l'ONU pour faciliter un gel du conflit.

Les manières dont l'insécurité et les conflits affectent un certain nombre de pays où les partis membres de l'IS sont au gouvernement ont été décrites par les chefs d'État et de gouvernement présents. Le Président Alpha Condé de la Guinée a remercié l'IS et ses membres pour leur soutien par le passé lorsque son pays faisait face à la crise Ebola. Il a rappelé l'étendue du problème du terrorisme en Afrique et, en tant que président de l'Union africaine, a souligné le besoin de trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Ses idées sur le besoin d'une coopération interafricaine ont été partagées par son homologue du Burkina Faso, le Président Roch Marc Christian Kaboré, qui assistait à sa première réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies en tant que chef d'État de son pays. Le Président Kaboré a expliqué que le Burkina Faso était à l'épicentre du terrorisme dans la région du Sahel, et a appelé au soutien de tous les pays et de l'ONU au groupe opérationnel du G5 Sahel nouvellement créé. Il a souligné qu'une action pour éliminer la pauvreté et le chômage des jeunes était indispensable dans la lutte contre la terreur.

Le premier ministre Pavel Filip a expliqué que la Moldavie était un pays jeune avec une histoire de conflits. Il voudrait voir le retrait des troupes étrangères de la région de la Transnistrie, puisque la paix et la sécurité sont des conditions préalables au développement et au succès économique. Une autre perspective a été partagée par le leader chypriote turc Mustafa Akinci, qui a expliqué comment l'occasion d'une véritable solution à un demi-siècle de conflit sous les auspices de l'ONU s'est conclue sans issue positive. Il a exprimé sa détermination à persister dans la quête d'une solution tant que le problème existera.

Les contributions des membres du Présidium sur les thèmes de la réunion ont porté sur les situations dans leur pays respectif et plus largement sur les menaces et les opportunités mondiales. Une vision partagée par bon nombre des participants était que le monde a besoin d'une ONU forte qui œuvre en faveur de principes et de règles communs, avec solidarité et dans le respect des droits de l'homme. Les initiatives multilatérales sont plus importantes que jamais pour régler les conflits, lutter contre la pauvreté et les inégalités, promouvoir le développement durable et garantir l'avenir de la planète par une action concertée sur les changements climatiques.

Les membres du Présidium de l'IS ayant participé à la réunion sont George Papandreou, président de l'IS ; Luis Ayala, secrétaire général de l'IS ; les vice-présidents de l'IS Victor Benoit (Haïti), Elsa Espinoza (Mexique), Eero Heinäluoma (Finlande), Janira Hopffer Almada (Cap-Vert), Chantal Kambiwa (Cameroun), Shazia Marri (Pakistan), Attila Mesterhazy (Hongrie), Rafael Michelini (Uruguay), Mario Nalpatian (Arménie), Umut Oran (Turquie), Julião Mateus Paulo (Angola), Alexander Romanovich (Russie), Nabil Shaath (Palestine), Ousmane Tanor Dieng (Sénégal), Bokary Treta (Mali); les président honoraires de l'IS Mustafa Ben Jaafar (Tunisie) et Tarja Halonen, ancienne Présidente de Finlande. Ils ont été rejoints par le Président de la Guinée Alpha Condé, actuel président de l'Union africaine, le Président du Burkina Faso Roch Marc Christian Kaboré, le premier ministre de la Moldavie Pavel Filip, Kevin Rudd, ancien premier ministre australien et président de l'*Asia Society Policy Institute*, Miguel Vargas, ministre des Affaires étrangères de la République dominicaine et président du PRD, Bert Koenders, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, Mustafa Akinci, leader chypriote turc, et les représentants du gouvernement du Mozambique et de l'Afrique du Sud.

Déclaration suite à la réunion annuelle du
Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement
Nations Unies, New York, le 21 septembre 2017

Original : anglais

Ces dernières semaines et ces derniers mois, une série de catastrophes naturelles ont semé la mort et la destruction dans différentes régions du monde. L'IS est solidaire envers tous ceux qui ont souffert de la perte de leurs proches, de biens et de moyens de subsistance, notamment les victimes du tremblement de terre au Mexique, des ouragans majeurs successifs dans les Caraïbes, des coulées de boue au Sierra Leone et d'inondation au Népal, en Inde et au Bangladesh. Bon nombre de ces pays affectés font face à de graves défis économiques et auront donc besoin de l'aide et de la solidarité internationales alors qu'ils cherchent à se reconstruire des suites de ces tragiques événements. Le nombre d'événements météorologiques extrêmes au cours de l'année 2017 révèle également le besoin d'une action concertée pour lutter contre les changements climatiques qui augmentent la probabilité de voir de tels incidents se produire plus fréquemment.

Le maintien de la paix et de la sécurité internationales

Les menaces actuelles à la paix et à la sécurité mondiales sont une vive préoccupation pour les nations du monde entier, et les Nations Unies, en tant que tribune prééminente pour la recherche multilatérale de la paix et de la sécurité internationales, a une tâche cruciale qui l'attend.

La grave situation prévalant dans la péninsule coréenne est un enjeu pour l'ensemble de la communauté internationale. Les armes atomiques développées par le régime nord-coréen représentent une menace majeure à la stabilité et à la paix en Asie et dans le Pacifique, avec répercussions mondiales. Les récentes actions agressives et provocantes de la Corée du Nord

déstabilisent davantage la région, rendant manifeste le non-respect par le régime de ses obligations internationales. Le risque de conflit entre les États possédant la capacité de lancer des armes nucléaires est une perspective effrayante. Aucun effort ne doit être ménagé dans la recherche d'une solution diplomatique à cette crise afin d'éviter une potentielle catastrophe.

Tous les efforts pour ramener la paix en Syrie doivent être soutenus, en accord avec les appels réguliers lancés par l'IS en faveur du dialogue et de la négociation, dont les derniers pourparlers tenus à Astana afin d'établir des zones de désescalade en Syrie. Nous saluons le déclin de la force et de l'influence de Daesh, et la priorité à court terme doit être la fin des violences et des effusions de sang.

À travers tout le Moyen-Orient, les populations victimes de la terreur exigent le soutien et la solidarité de la communauté mondiale. En Iraq, la défaite et le retrait de Daesh doit s'accompagner d'une aide à la reconstruction pour ceux qui sont laissés pour compte dans son sillage.

Au Yémen, la situation humanitaire dramatique doit être abordée. Les frappes aériennes aveugles ont coûté la vie à des milliers de civils, et le conflit armé a laissé près de 20 millions de Yéménites dans le besoin d'une aide humanitaire. Ce conflit mérite la pleine et urgente attention de la communauté internationale. Des rapports crédibles faisant état de violations du droit international et des droits de l'homme doivent faire l'objet d'enquêtes indépendantes.

Le pas vers la réconciliation en Palestine est une avancée encourageante, et l'IS soutient les efforts palestiniens pour renouveler le processus démocratique et convoquer des élections nationales dès que possible. Ceci devrait servir de catalyseur à des efforts concertés pour atteindre la solution des deux États, qui exige la reconnaissance de l'État de Palestine sur la base de ses frontières de juin 1967 avec Jérusalem-Est pour capitale. Tel que préalablement souligné par le Conseil de l'IS, les efforts collectifs de la communauté internationale sont nécessaires pour mettre un terme à l'occupation du territoire palestinien et permettre au peuple Palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination.

Dans la région du Sahel, le Président Ibrahim Boubacar Keita (Mali), le Président Mahamadou Issoufou (Niger) et le Président Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso) jouent un rôle crucial dans la lutte pour éradiquer la terreur et apporter la sécurité et la stabilité. La mise en place d'un groupe opérationnel conjoint pour lutter contre le terrorisme au Sahel avec les acteurs régionaux clés constitue une évolution positive et l'IS enjoint les partenaires internationaux à apporter leur soutien plein et entier à cette initiative. Il est tout aussi fondamental que l'action militaire contre les groupes terroristes au Sahel soit accompagnée d'une action concertée visant à réduire la pauvreté et le chômage, qui se sont avérés être les meilleurs outils de recrutement des groupes terroristes et extrémistes.

Le Présidium a réitéré l'appel lancé par l'IS pour mettre un terme aux violences dans la province de Rakhine, au Myanmar, où la crise humanitaire sévit des suites d'une grave escalade de la discrimination endurée par le peuple Rohingya. Il a condamné la persécution systématique de cette minorité au Myanmar et a souligné que le gouvernement de ce pays doit donner accès aux observateurs indépendants aux zones affectées afin de vérifier les allégations de pillages, d'exécutions et de déplacements forcés des mains de l'armée. Bien que les attaques perpétrées par l'Armée du salut des Rohingya de l'Arakan doivent être condamnées, la réponse militaire aveugle et disproportionnée contre une communauté marginalisée est absolument injustifiée et va à l'encontre des droits de l'homme fondamentaux. L'ONU et la communauté internationale devraient faire pression sur le gouvernement du Myanmar afin qu'il veille au respect de la primauté du droit, et le Présidium de l'IS a repris à son compte l'appel récemment lancé par le Secrétaire général des Nations Unies en faveur de la suspension de l'action militaire, du droit de retour pour ceux qui ont été

forcés de quitter le pays, et de l'autorisation d'acheminer l'aide humanitaire de l'ONU et d'autres organisations internationales.

Les conflits, l'insécurité et les persécutions sont les principales causes des flux migratoires sans précédent dans le monde aujourd'hui. La résolution de la crise mondiale des réfugiés exige beaucoup de compassion et de solidarité, en particulier de la part de ces pays du monde développé qui ont la capacité d'accueillir ceux qui ont désespérément besoin d'aide.

Une issue positive des pourparlers de paix sur l'avenir de Chypre est nécessaire pour mettre un terme au statu quo inacceptable et récolter les fruits d'une coexistence mutuelle sur l'île. L'IS continue à soutenir les pourparlers visant à atteindre une fédération bizonale et bicommunautaire pour Chypre.

La crise au Venezuela demeure extrêmement troublante, alors que le régime échoue à honorer son devoir démocratique envers ses citoyens, provoquant davantage de difficultés économiques et de souffrances pour le peuple de ce pays. La privation des droits démocratiques des Vénézuéliens doit s'achever, tous les prisonniers politiques doivent être libérés et les pouvoirs du Parlement doivent être reconnus et restaurés. Au Guatemala, l'État de droit doit être maintenu et le secteur judiciaire renforcé. En conséquence, l'important travail de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG) doit se poursuivre sans entraves ni interférences.

La promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable

L'IS reste pleinement engagé en faveur d'une croissance économique qui soit durable sur le long terme, reconnaissant le besoin d'adopter une approche unifiée aux problèmes de pauvreté, d'inégalités et de changements climatiques.

Des efforts concertés sont encore nécessaires pour atteindre l'objectif de zéro faim dans le monde, et la récente progression de la faim mondiale est une évolution préoccupante. L'année dernière, le nombre de personnes sous-alimentées a fortement augmenté pour atteindre les 815 millions, le nombre le plus élevé depuis près d'une décennie. Cette tendance doit être inversée. La dégradation de la situation de sécurité alimentaire dans de nombreuses régions les plus pauvres au monde est directement liée aux conflits et aux chocs climatiques, révélant l'importance de prendre des mesures pour régler les conflits et minimiser les changements climatiques.

Les inégalités économiques constantes au sein et entre les pays et les régions est un problème sérieux et un catalyseur de revendications et de conflits dans toutes les régions du monde. La persistance de la pauvreté est inacceptable alors que les 1 % les plus riches continuent à accumuler toujours plus de richesse.

Les changements climatiques représentent toujours la plus grande menace à la prospérité économique, à la sécurité alimentaire et à la future qualité de vie sur cette planète. L'engagement renouvelé de la grande majorité des gouvernements à l'accord de Paris sur les changements climatiques est, à cet égard, à saluer. Ceci envoie un message fort selon lequel il existe une volonté sans faille au sein de la communauté internationale de prendre les mesures nécessaires pour atténuer les changements climatiques anthropomorphiques, qui ne sera pas infléchie par les réticences ou équivoques de différents États membres.

Le caractère indissociable de ces problèmes illustre l'importance des Objectifs mondiaux de développement durable, qui demeurent un élément central des programmes politiques des partis membres de l'IS. L'absence de progrès et dans certains domaines, le recul observé depuis l'adoption des objectifs en 2015, est une source de vive inquiétude. Afin d'atteindre

les Objectifs mondiaux à l'horizon 2030, une action concertée doit être menée dans tous les domaines, avec une reddition des comptes et un suivi du progrès réalisé, afin d'identifier les objectifs risquant de ne pas être atteints.

Le rôle des Nations Unies

Face aux nombreuses menaces graves et variées à la sécurité, à la prospérité et à la durabilité, le Présidium de l'IS a renforcé le rôle central que l'ONU doit jouer, à la fois dans le règlement des conflits entre les États membres et dans la réponse à apporter aux problèmes mondiaux qu'aucun pays ne peut résoudre seul. Il n'existe aucune autre organisation intergouvernementale et multilatérale qui puisse se substituer à l'ONU, et il incombe à tous les États membres d'œuvrer dans son cadre pour relever les défis communs auxquels est confrontée l'humanité. Pour que l'ONU réussisse, elle a besoin de davantage d'engagement de ses États membres, et non l'inverse. Une ONU forte et un système de gouvernance mondiale robuste ne devraient pas être perçus comme une menace à la souveraineté nationale, mais bien comme un avantage mutuel pour l'ensemble des pays dans le monde.

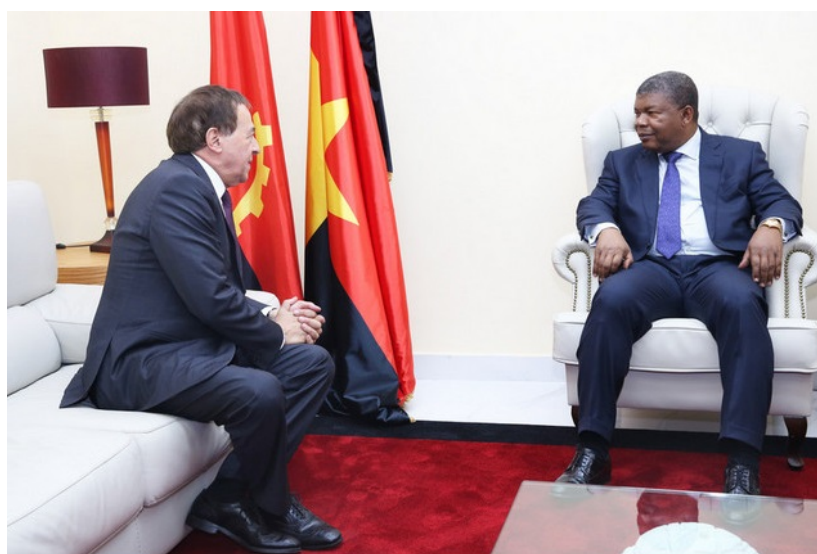
Le Secrétaire général des Nations unies, M. António Guterres, a le soutien plein et entier de notre mouvement et de tous ses partis membres alors qu'il œuvre pour défendre les valeurs de la charte de des Nations Unies et promouvoir le multilatéralisme, le règlement des conflits, la paix et le développement durable. Ce sont également les objectifs de la social-démocratie et ils demeureront au cœur de l'agenda de l'IS et de ses partis membres.



Angola

Inauguration de João Manuel Gonçalves Lourenço comme nouveau président de l'Angola

26 septembre 2017



PRESIDENT JOÃO LOURENÇO, (ON THE RIGHT) MEETS CHILEAN LUIS AYOLA, SG OF THE INTERNATIONAL SOCIALIST

PHOTO: ANTONIO ESCRIVAO

Angop, 29 Septembre 2017

Luis Ayala a parlé à une rencontre avec la presse à la fin d'une audience accordée par le vice-président du MPLA João Lourenço. Le chilien, Luis Ayala, a dit que l'Internationale Socialiste, une organisation dans laquelle le MPLA est un membre de plein droit, est satisfaite de la victoire du parti.

Iraq

Le SG de l'Internationale Socialiste à Bagdad après le décès du président Talabni

8 octobre 2017

Le Président de la République a reçu M. Luis Ayala, Secrétaire-Général de l'Internationale Socialiste

Présidence de l'Iraq, 9 octobre 2017



S.E. Dr Fuad Masum, Président de la République, a reçu M. Luis Ayala, Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, à Bagdad, cet après-midi, Dimanche, 8 octobre 2017. M. Ayala est venu exprimer ses condoléances pour le décès du grand ancien Président Mam Jalal Talabani.





UIP

L'IS à la 137e Assemblée de l'UIP à Saint-Petersbourg, en Russie

14-18 octobre 2017



Latifa Perry

La 137^e assemblée de l'Union interparlementaire (UIP) s'est tenue à St. Pétersbourg, en Russie, du 14 au 18 octobre 2017. La séance inaugurale a compté sur l'intervention du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, du président sortant de l'UIP, Saber Chaudhury ainsi que des chefs du Conseil de la Fédération et de la Douma d'État de Russie. Cette assemblée, le plus grand rassemblement de l'UIP jamais convoqué, a voté comme point d'urgence, la tragédie humanitaire qui touche le peuple Rohingya forcé de fuir le Myanmar, victime de nettoyage ethnique. Les autres thèmes abordés lors des discussions furent la démocratie et les droits de l'homme, la menace des armes nucléaires et le rôle des parlements dans la promotion de la paix. L'assemblée a élu une nouvelle présidente de l'UIP pour les trois prochaines années, Gabriela Cuevas du Mexique.

Dans le cadre de l'assemblée, l'IS a tenu sa réunion habituelle des parlementaires de la famille politique sociale-démocrate en vue d'échanger les points de vue sur les questions clés inscrites aux débats et les décisions devant être prises par l'Assemblée de l'UIP, ainsi que discuter des sujets de préoccupation communs de l'agenda international.

La réunion de l'IS comptait parmi ses participants bon nombre de présidents et de vice-présidents de parlements. Parmi ceux présents étaient des représentants de l'Angola, du Burkina Faso, du Cameroun, du Cape Verde, de Djibouti, de la République dominicaine, de la Finlande, du Ghana, de la Guinée, de l'Italie, du Mali, du Nicaragua, de la Namibie, du Niger, de la Palestine, du Portugal, de la Russie, de l'Afrique du Sud, de la Turquie, de l'Uruguay,

du Venezuela, de la Zambie et du Fonds mondial. La réunion fut présidée par le secrétaire général de l'IS.

Les participants ont reçu un rapport de première main du chef de la délégation de Fatah aux pourparlers récemment conclus en Egypte entre le Fatah et le Hamas en faveur d'une réconciliation et de l'unité nationale en Palestine. Ces avancées positives ont été saluées et perçues comme une contribution majeure et un catalyseur de l'avancée du processus dans l'impasse pour la solution des deux États et la paix dans la région. Les participants ont partagé des informations sur les événements survenus dans différentes régions et différents pays, notamment la situation au Sahel et les efforts déployés pour mettre un terme à la terreur et garantir la paix, avec les contributions des pays de cette région et d'ailleurs. La démocratie a également été un thème fort des discussions, en mettant particulièrement l'accent sur la situation au Venezuela.

Les élections pour plusieurs postes au sein de l'UIP, dont celui de Président, ont fait l'objet de discussions et les participants à la réunion ont eu l'occasion d'entendre les candidats se présentant à l'élection des différentes responsabilités.

Le secrétaire général est revenu sur différentes activités de l'Internationale Socialiste et les travaux à venir suite aux décisions prises lors des derniers Conseil et Congrès, ainsi que sur le travail de l'IS à l'échelle mondiale en faveur de la démocratie, de la résolution des conflits, et en faveur d'une plus grande égalité dans l'économie mondiale.



Déclaration Balfour

L'Internationale Socialiste sur le centenaire de la déclaration Balfour

2 novembre 2017

Il y a cent ans aujourd'hui, lors de la Première Guerre mondiale, le ministre des Affaires étrangères britannique Arthur Balfour a fait part du soutien du gouvernement de son pays à l'établissement d'un « foyer national pour le peuple juif en Palestine », dans une déclaration qui a eu un impact profond sur l'histoire du Moyen-Orient qui a suivi et sur les peuples d'Israël et de Palestine. La promesse de Balfour a ouvert la voie à la déclaration d'un État d'Israël indépendant en 1948 puis à son adhésion en tant que membre des Nations Unies en 1949.

À l'occasion de cet anniversaire et en dépit des conflits, des guerres et des souffrances humaines de ces cent dernières années, nous pouvons apprécier le fait que les aspirations et les besoins d'un peuple ont poussé la communauté internationale à agir en faveur de sa quête d'un État. Les défis demeurent néanmoins pour répondre de manière égale aux aspirations et aux besoins du peuple palestinien, dans l'attente depuis toutes ces années de voir ses droits reconnus et respectés.

L'engagement pris il y a cent ans dans la déclaration Balfour selon lequel « rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine » n'a pas été pleinement respecté, et nombreux de ces droits n'ont cessé d'être érodés. Par ailleurs, la déclaration a clairement omis de mentionner les droits politiques et fut rédigée sans consulter ces communautés anonymes. Le statut inégalitaire octroyé aux populations non-juives par la déclaration Balfour a contribué, au cours des décennies qui ont suivi, à alimenter des conflits non résolus entre Arabes et Juifs dans tout le Moyen-Orient.

L'Internationale Socialiste considère depuis longtemps qu'un règlement juste et durable du conflit israélo-arabe est une condition préalable à la paix régionale au Moyen-Orient, ce qui exige que l'ensemble des droits – civils, religieux *et* politiques – du peuple palestinien soient respectés. Nous ne pouvons y parvenir que par une pleine reconnaissance internationale d'un État palestinien indépendant vivant en paix côte à côte avec Israël sur la base des frontières de juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Ceci s'est vu reflété à de nombreuses occasions dans les positions adoptées par l'Internationale Socialiste, avec le soutien de ses partis membres israéliens et palestiniens, rappelant le droit du peuple palestinien à former un État. L'Internationale Socialiste s'est également mise d'accord pour que chacun des partis membres de l'organisation présent dans la formation de son gouvernement national veille à ce qu'il reconnaisse l'État de Palestine.

À ce jour, bien que 136 des 193 États membres de l'ONU aient désormais reconnu l'État de Palestine, ce dernier a le statut d'« État non membre observateur » aux Nations Unies. Il est grand temps pour l'ensemble de la communauté internationale et pour les Nations Unies de prendre des mesures décisives et courageuses, en octroyant non seulement leur reconnaissance tant attendue et inconditionnelle de l'État de Palestine, mais également le soutien nécessaire pour garantir que la viabilité de cet État soit une réalité tangible. Ce n'est que sur cette base que la paix et la sécurité, dans le cadre d'une solution de deux États souverains et démocratiques jouissant du même statut, pourront être atteintes.



Amérique Latine et les Caraïbes

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes

3-4 novembre 2017



Une réunion du Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste fut convoquée les 3 et 4 novembre à Saint-Domingue, en République dominicaine, avec le parti membre de l'IS de ce pays, le PRD, pour hôte. À cette occasion, vingt partis de la famille sociale-démocrate de cette région se sont réunis afin de partager leurs réflexions sur les priorités de l'agenda continental, les défis auxquels leurs démocraties font face ainsi que les situations nationales. S'agissant de la première réunion du Comité convoquée depuis le Congrès de Carthagène, il a été procédé à l'élection de ses autorités.

À l'ouverture de la rencontre, le leader du parti hôte et ministre dominicain des Affaires étrangères, Miguel Vargas, a remercié ses camarades pour leur présence et leur a fait part de ce qu'il estime être les principaux défis des forces politiques progressistes en Amérique latine et aux Caraïbes.

En réponse à M. Vargas, le Secrétaire général de l'IS a remercié le PRD et son président pour le chaleureux accueil et a rappelé la longue et très forte relation nouée avec la République dominicaine depuis l'époque où José Francisco Peña Gómez a cimenté la relation entre son parti et l'IS. Il a par ailleurs remercié Miguel Vargas pour sa gestion au cours des dernières années qui a insufflé vie et dynamisme au Comité. Luis Ayala a fait part de sa satisfaction au vu de l'importance revêtue par les dernières réunions de l'Internationale : au premier semestre de cette année, à l'occasion du Congrès en Colombie, il a été possible d'exprimer notre solidarité avec le processus de paix que vit cette nation, en présence de son Président et Prix Nobel de la paix ainsi que des camarades du Parti libéral ; en milieu d'année, l'organisation a tenu son Conseil au siège des Nations Unies à New York, avec la participation du Secrétaire général de l'ONU António Guterres ; et en cette fin d'année le Conseil de Barcelone offrira à l'organisation l'occasion de clôturer une année d'activités pertinentes de l'Internationale aux

côtés des camarades du PSOE et de son leader et vice-président de l'IS, Pedro Sánchez. Ce fut une période de défis et d'accomplissements dans diverses régions du monde. Un rapide tour d'horizon, a relevé le Secrétaire général, prouve que l'Internationale est très active et très présente au niveau mondial. L'organisation maintient ses engagements permanents, tels que la lutte pour la paix, comme le révèle la déclaration faite la veille à l'occasion du centenaire de la Déclaration Balfour ; auxquels viennent s'ajouter de nouveaux enjeux d'une grande importance.

Luis Ayala a signalé que depuis plus de trois décennies, en Amérique latine et aux Caraïbes, l'IS et ses partis membres ont été les architectes du relèvement des démocraties. Aujourd'hui, il n'existe plus de dictatures comme celles d'alors grâce aux efforts de tant de personnes au sein de nos propres partis. Or, nous devons agir face à la situation critique au Venezuela, pays qui compte aujourd'hui des prisonniers politiques et où ni les règles ni les institutions de la démocratie ne sont respectées ; nous devons faire front à la tentative du Président Morales de se maintenir indéfiniment au pouvoir en Bolivie ; aux restrictions imposées par le Président Cartes à la vie politique de leaders comme celui du parti membre au Paraguay, Rafael Filizzola ; ou à la menace de judiciarisation de la politique au Guatemala, autant de défis pour les démocraties dans la région qui connaissent une forte implication de l'IS. Les inégalités extrêmes, l'insertion internationale de l'Amérique latine et des Caraïbes, les migrations, le rôle de l'État dans la promotion d'une croissance juste et équitable sont des enjeux importants pour lesquels l'IS est présente, et continuera de l'être. Pour ce qui trait à la lutte pour le respect de l'environnement, le Secrétaire général a rappelé avec indignation l'assassinat de la militante hondurienne Berta Cáceres, dont on a appris quelques jours auparavant, par l'entremise d'un rapport d'un organisme international, qu'il fut commandité par une compagnie électrique et perpétré avec la participation d'agents de l'État. Et le Secrétaire général de conclure que les tâches de l'IS dans cette région sont dès lors cruciales et son programme ambitieux.

Par la suite, le Comité a procédé à la réélection à l'unanimité de Miguel Vargas à sa présidence et a décidé de reporter l'élection de ses vice-présidents au second jour de la réunion, tout en formant une Commission spéciale composée des vice-présidents Sandra Torres (UNE, Guatemala), Rafael Michelini (NE, Uruguay) et Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica) avec pour mandat de soumettre au Comité des critères électoraux que devront respecter les candidatures proposées.

Lors de la première journée de rencontre, Bernal Jiménez (PLN, Costa Rica), vice-président de l'IS, est intervenu en soulignant le rôle de l'éducation comme moteur du développement économique et d'une plus grande équité, ainsi que le rôle du bon financement des activités publiques par la voie d'une politique fiscale et d'imposition. L'enjeu pour concrétiser les priorités est éminemment plus politique que technique, a-t-il condamné. Claudio Vásquez (PPD, Chili) a souligné que les politiques sociales-démocrates dans la région doivent garantir à tous les citoyens la jouissance de leurs droits fondamentaux, en identifiant différents niveaux d'actions, dont le terrain municipal qui, à ses yeux, revêt une grande importance tout comme la lutte frontale contre la corruption. Julian Robinson (PNP, Jamaïque) a rappelé le besoin de veiller sur l'identité politique sociale-démocrate, ce qui n'est pas toujours une évidence à l'heure de la mise en œuvre de mesures qui sont également préconisées par des représentants du centre comme de droite, et a par ailleurs insisté sur l'importance de la formation politique. Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua) a souligné que parvenir à une juste distribution est encore un défi pour les forces politiques sociales-démocrates, que ces dernières doivent promouvoir les démocraties participatives et inclusives, et que lorsque des politiques d'alliances sont nécessaires dans la région, elles ne devraient pas considérer les forces de droite, comme cela a été le cas en Europe.

Edgard Giménez (PDP, Paraguay), a plaidé en faveur de la réaffirmation de l'identité politique des forces intégrant l'IS pour l'atteinte d'objectifs aussi attendus que peuvent l'être les ODD à l'horizon 2030. Marcelo Stubrín (UCR, Argentine) a indiqué que l'on assiste dans la région à un paradoxe qui veut que les inégalités se soient creusées alors que la pauvreté a reculé, il a également fait mention de son inquiétude au vue de la dégradation de la qualité des institutions ainsi que de leur affaiblissement face à la corruption et au crime organisé, en soulignant l'importance de la coopération entre les nations d'Amérique latine et des Caraïbes dans la recherche de réponses globales à des problèmes locaux. Rafael Michelini (NE, Uruguay), vice-président de l'IS, est revenu sur l'importance de la lutte contre la corruption, évoquant la situation de la récente démission du vice-président de son pays pour avoir utilisé une carte de crédit institutionnelle pour des frais mineurs à des fins personnelles. José Murat (PRI, Mexique) a déclaré que pour lutter contre la corruption et l'impunité, il faut à la fois de la force idéologique et de la cohérence dans les principes qui nous inspirent ; la pensée socialiste dans ses origines et ses opinions peut se résumer à la quête d'un accès aux biens de la culture et au bonheur pour tous, et c'est avec cette idée en tête que notre mouvement doit affronter les divers défis locaux, nationaux, régionaux et mondiaux.

Rubén Berríos (PIP, Puerto Rico), président honoraire de l'IS, a fait part aux membres présents de la dévastation dans laquelle l'ouragan Maria a laissé son pays, précisant qu'après déjà de longues semaines, une bonne partie de l'île n'a toujours ni électricité ni eau potable et selon lui, cette catastrophe naturelle pourrait avoir pour conséquence une remise en question de la part de la population de l'efficacité de l'administration coloniale des Etats-Unis et que cet élan soit recouvert d'un sentiment indépendantiste. Sandra Torres (UNE, Guatemala) s'est félicitée de la présence de femmes à la réunion et leur a lancé un appel à participer activement aux débats en cours ; quant à la situation politique dans son pays, elle a fait part de son inquiétude face à l'importance croissante prise ces dernières années par la dénommée « société civile » au Guatemala et a partagé avec le Comité son appréhension au sujet de ses intérêts, de son programme et d'une tentative de se substituer aux partis politiques dans ce qui relève du service publique, partis qui ont besoin d'être renforcés de manière permanente ; elle est revenue sur les risques de judiciarisation de l'activité politique et ceux encourus par l'élection de candidats qui s'y opposent sans pour autant être en mesure de s'acquitter normalement des tâches gouvernementales fondamentales, à l'instar du Président Jimmy Morales dans son pays ; puis elle a achevé son intervention en indiquant que son parti, fort de 15 ans d'ancienneté, est aujourd'hui la principale force au niveau national qui permette d'envisager les futurs enjeux électoraux avec optimisme.

Francisco Aramayo (UN, Bolivie), a fait part au Comité de l'appréhension des forces politiques d'opposition de son pays face aux agissements du Président Evo Morales et de son parti MAS, qui cherchent par le biais du Tribunal constitutionnel à passer outre l'interdiction qui pèse sur lui de se présenter à un nouveau mandat consécutif, ignorant non seulement le texte même de la Constitution mais également le résultat du référendum de février 2016. Manoel Dias (PDT, Brésil), a porté à la connaissance du Comité l'inquiétude de son parti au sujet des mesures récemment adoptées par le gouvernement du Président Temer, celles qui vont à l'encontre des accomplissements et des avancées atteintes par les administrations précédentes des Présidents Lula et Rousseff ; son parti, ajoute-t-il, a sorti son épingle du jeu lors de la vague générale d'accusations de corruption dans le monde politique au Brésil et son leader, Ciro Gómez, est apprécié de la population et incarne une option aux élections présidentielles de l'année prochaine. Víctor Benoit (FSD, Haïti), reprenant à son compte les commentaires déjà formulés par le Guatemala, soutient que la situation est similaire dans son pays, où l'on vit également sous la présidence d'un *outsider*, qui n'a clairement ni la préparation ni les compétences requises pour diriger la nation, adoptant de mauvaises mesures et des politiques publiques insuffisantes.

Pedro Neira (PRSD, Chili), a soutenu que les prochains scrutins au Chili, au Honduras, au Costa Rica et en Colombie, pour ne citer que quelques pays de la région qui connaîtront une période électorale au cours des prochains mois, donnent un sens bien particulier aux réunions de cette famille politique, qui permettent un partage d'expériences ; il a également abordé le thème de la diplomatie parlementaire, indiquant que le député de son parti, Fernando Meza, a assumé la présidence du Parlement andin pendant un an et pourrait être intéressé de travailler avec les législateurs du Parlement centraméricain. Ricardo Sancho (PLN, Costa Rica) a signalé que son parti était bien placé dans la course aux élections du 4 février prochain ; et d'ajouter qu'il a observé, dans cadre de ces réunions, un vif intérêt pour le partage d'expériences communes et de bonnes pratiques mises en œuvre par les différents partis, en ajoutant que dans le cas du Costa Rica, le pays comptait un riche patrimoine de mesures environnementales et de lutte contre les changements climatiques.

Le second jour de la réunion, la Commission a remis son rapport de référence dans le cadre de la soumission de propositions au Comité pour ses vice-présidences. S'exprimant au nom de Comité, Rafael Michelini a présenté une proposition dans laquelle figuraient les critères régisseurs de l'élection suivants, conformément aux statuts et à la pratique de l'IS : hiérarchisation (un maximum de trois vice-présidents au total pour le Comité) ; équilibre entre les genres ; équilibre régional et représentativité (la priorité sera donnée aux candidatures de pays et de partis sans autre autorité au sein de l'IS). La proposition de la Commission a provoqué un débat riche et intéressant auquel ont pris part quasiment tous les délégués. Finalement, la proposition fut approuvée. La Commission a déclaré qu'en prenant en considération les candidatures présentées et opportunes, ainsi que les critères venant d'être approuvés, la Commission proposait aux postes de vice-président(e) les personnes suivantes : Rafael Filizzola (PDP, Paraguay), Francisco Rosales (FSLN, Nicaragua), et Eyra Ruiz (PRD, Panama). Le Comité a ratifié la proposition de la Commission.

La matinée s'est conclue par des présentations de rapports sur les situations nationales au Pérou, Panama, Guatemala et Costa Rica.

Avant la fin de la réunion, le Comité a approuvé les déclarations sur la Bolivie, le Nicaragua, Puerto Rico et le Venezuela.



Déclaration sur la Bolivie

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue les 3 et 4 novembre 2017, a abordé la grave situation que traverse la démocratie en Bolivie du fait des actions plébiscitées par le parti du gouvernement, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui menace de provoquer une rupture constitutionnelle aux conséquences imprévisibles.

Le parti du gouvernement (MAS) a introduit au Tribunal constitutionnel plurinational un recours abstrait pour inconstitutionnalité, dont l'objectif est de déclarer inapplicables quatre articles de la Constitution bolivienne dans le but de légaliser la nouvelle candidature indéfinie du Président Evo Morales.

Le 21 février 2016, le peuple bolivien a refusé par voie de référendum la tentative de l'Assemblée législative de modifier l'article 168 de la Constitution politique de l'État établissant que le Président ne peut être réélu que pour un mandat consécutif. Ce résultat exprime la décision souveraine du peuple bolivien de rejeter une quatrième candidature du premier mandataire.

Tel que l'a exprimé le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) au sujet de la situation en Bolivie, aucun juge ne pourrait lever l'avis du seul souverain : le peuple.

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste exprime son inquiétude au sujet des actions susmentionnées préconisées par le parti du gouvernement, et exhorte le Président Morales à respecter le résultat du référendum de février 2016.

Résolution de soutien au FSLN et au peuple nicaraguayen

Original : espagnol

Considérant que le peuple des États-Unis d'Amérique et le peuple du Nicaragua ont toujours entretenu des liens d'amitié et une étroite relation au-dessus de tout différend politique :

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste rejette et condamne l'ingérence dans les affaires internes de la République du Nicaragua, puisqu'il s'agit d'une violation flagrante du principe de non-intervention et d'autodétermination des peuples. Par conséquent, elle lance un appel aux membres du Congrès et au Sénat nord-américain en particulier, à interrompre le processus de formation de la loi « Nica Act » puisqu'il y aurait, au travers de cette dernière, violation de l'indépendance et de la souveraineté du Nicaragua.

Des secteurs ultraconservateurs prétendent soutenir depuis le Congrès nord-américain le projet de loi Nica Act, dont l'objectif est que les représentants du gouvernement des États-Unis d'Amérique au sein des organismes financiers multilatéraux votent contre les demandes de crédit du Nicaragua. Ceci transforme alors la coopération et ces organismes internationaux en instruments de leur politique interventionniste qui violent les droits de l'homme du peuple nicaraguayen au développement, constituant une véritable négation des processus politiques, sociaux, culturels et économiques actuellement en cours au Nicaragua pour améliorer la vie de tous et promouvoir la paix, la joie, l'harmonie et le bien-être de tous les Nicaraguayens. Dès lors, sous prétexte de liberté, de respect des droits de l'homme et d'État de droit, le Nica Act tend à leur négation.

En outre, le Comité lance un appel aux partis membres de l'Internationale Socialiste dont la vocation est la paix et la démocratie, à être solidaires du peuple nicaraguayen et de son gouvernement dans leur lutte contre l'extrême pauvreté, la pauvreté et le chômage.

Déclaration sur Puerto Rico

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste exprime sa solidarité envers le peuple de Puerto Rico face à la dévastation causée par l'ouragan Maria.

À la dévastation physique, économique et sociale que vit Puerto Rico, qui connaît depuis déjà plus de dix ans des ralentissements économiques et démographiques, s'ajoute une domination coloniale croissante par l'entremise de la dénommée « Junte de supervision fiscale » imposée par le Congrès des Etats-Unis.

La crise provoquée par l'ouragan a permis de rappeler et de mettre sur le devant de la scène l'immense décomposition économique, sociale et institutionnelle dans laquelle le colonialisme a plongé Puerto Rico.

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes, souscrivant aux multiples interventions de l'Internationale Socialiste pendant plus de trente ans, de même qu'aux résolutions du Comité spécial de la décolonisation des Nations Unies, réitère son appel lancé au gouvernement des Etats-Unis afin qu'il fasse la promotion d'un mécanisme consensuel qui permette au peuple portoricain d'exercer pleinement ses droits inaliénables à l'autodétermination et à l'indépendance, et qu'il mette en place un processus qui rende possible l'urgente décolonisation politique et économique de Puerto Rico.

Le peuple portoricain s'est déjà exprimé fermement pour mettre un terme à la relation de subordination politique en vigueur ; il incombe dès lors aux Etats-Unis d'exercer sans plus tarder ses responsabilités de décolonisation conformément au droit international.

Résolution sur la situation politique au Venezuela

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue les 3 et 4 novembre 2017, a formulé le présent appel au gouvernement de Venezuela afin de trouver une solution à la crise politique :

1. Libérer immédiatement les prisonniers politiques et garantir le respect des droits humains de tous les Vénézuéliens en vue de créer les conditions permettant de trouver une solution satisfaisante à la crise politique ;
2. Respecter l'Assemblée Nationale et tous ses membres dans l'exercice de leurs fonctions. Respecter la séparation des pouvoirs tel qu'établis dans la Constitution, l'État de droit et les principes démocratiques ;
3. Garantir que les élections présidentielles devant avoir lieu en 2018 soient libres et justes, sous la supervision d'une nouvelle autorité électorale qui garantisse leur pleine crédibilité, accompagnée d'une observation internationale effective. La légitimité et l'indépendance de l'autorité électorale sont des éléments essentiels pour que la volonté souveraine du peuple vénézuélien s'exprime et soit respectée ;
4. Le Comité exprime son soutien plein et entier au président Danilo Medina et au ministre des Affaires étrangères Miguel Vargas dans leur gestion en faveur de la paix au Venezuela, par l'entremise d'un processus de dialogue entre le gouvernement et l'opposition de ce pays qui permette un dénouement démocratique, pacifique et définitif.



In Memoriam



Salifou Diallo
Président du MPP
Burkina Faso
9 mai 1957 – 19 août 2017



Jalal Talabani
Président de l'Iraq
Fondateur et secrétaire général
du PUK, Iraq
Président Honoraire de l'IS
12 novembre 1933 –
3 octobre 2017

ACTIVITÉS DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
DU CONSEIL À NEW YORK EN JUILLET AU CONSEIL À BARCELONE EN NOVEMBRE 2017

Juillet 2017

Réunion du Conseil de l'IS aux Nations Unies à New York

Août

Participation au Congrès du PRI, Mexique

Observation des élections présidentielles et législatives en Angola

Septembre

Participation au Congrès d'ETTAKATOL, Tunisie

Réunion du Présidium de l'IS et des chefs d'État et de gouvernement aux Nations Unies à New York au cours du segment de haut niveau de l'Assemblée générale

Assistance à l'inauguration du nouveau Président de l'Angola, SE João Lourenço

Participation au Congrès de Frelimo, Mozambique

Octobre

Participation à la cérémonie des funérailles d'État en l'honneur de Jalal Talabani à Bagdad

Réunion avec SE le Président de l'Irak, Fuad Masum

Participation à la 137ème Assemblée de l'Union interparlementaire à Saint-Pétersbourg

Réunion des parlementaires des partis de l'IS à l'Assemblée de l'UIP à Saint-Pétersbourg

Novembre

Réunion du Comité de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes en République dominicaine

Elections présidentielles et législatives au Chili
